

la
CGT

fonction
publique

Augmenter les salaires

C'est urgent, possible et nécessaire !

Au niveau des salaires de la Fonction publique, jamais la situation n'a été aussi catastrophique depuis des décennies. C'est bien simple : tous les signaux sont au rouge !

- À partir du 1^{er} janvier 2013, environ 25 % des agents ont un salaire compris entre le SMIC et... le SMIC + 1 % : la mesure que vient d'annoncer le gouvernement suite à l'augmentation du SMIC concerne près d'un million d'agents.
- La « nouvelle » catégorie B commence à 1,6 % au-dessus du SMIC et la catégorie A à 12,5 % au-dessus.
- Un agent recruté à l'échelle 3 mettra 17 années pour gagner 30 euros bruts de mieux par mois.
- La valeur du point, gelée depuis 2010, n'arrête pas de se déprécier par rapport à l'inflation. Depuis janvier 2000, elle a perdu près de 13 %

Et non seulement, nos salaires de base sont en chute libre et nos carrières sont écrasées, mais il faut aussi faire face à des ponctions supplémentaires.

Ainsi, depuis 2011, la cotisation pour la pension de retraite est partie à la hausse et, depuis le 1^{er} janvier 2013, nous retranche 0,81 % de pouvoir d'achat.

Augmenter les salaires des agents de la Fonction publique, c'est donc urgent et juste...

Et c'est aussi possible !

Rappelons d'abord une vérité première : la crise, c'est celle du système capitaliste. C'est bien la course folle aux profits qui l'a provoquée.

Pour la CGT, il n'est donc pas question d'accepter que ce soient les peuples du monde qui en fassent les frais.

Pas davantage, les agents de la Fonction publique qui n'ont pas à être sacrifiés sur l'autel de la résorption de la dette.

D'autant que, contrairement aux discours trop largement répandus, les salaires des fonctionnaires ne sont pas un gouffre sans fond.

En effet, lorsqu'on le rapporte aux richesses créées, l'ensemble constitué par les traitements, primes et pensions de tous les ayants droit des trois versants de la Fonction publique est en baisse depuis plusieurs années.

Ainsi, depuis 2000, il représente 0,7 point de produit intérieur brut en moins, soit environ 13 milliards d'euros. Si on se rapporte aux seules rémunérations des actifs, la baisse se situe à 1 point, soit environ 19 milliards d'euros.

Et que l'on ne nous dise pas qu'il n'y a pas de marge de manœuvre pour augmenter nos salaires ! Pour cela, le gouvernement peut en particulier se tourner vers les **192 milliards** d'aides et d'exonérations fiscales et sociales dont bénéficie le patronat.



**Pour gagner,
tous et toutes dans l'action unitaire
le 31 janvier 2013**